

N° 2022/E3/42

**Question orale déposée par Serena BATTESINI
au nom du groupe « Core In Fronte »**

OBJET : Climat social à la Clinique Maymard de Bastia.

Depuis de nombreux mois, et l'arrivée du groupe Almavira comme actionnaire principal en 2021, la clinique Maymard de Bastia connaît de nombreuses tensions sociales entre les personnels et la direction.

L'exaspération des salariés est aujourd'hui à son comble. Elle provient, essentiellement, du mode de gestion de l'établissement par la direction, qui s'apparente plus à une vision bureaucrate qu'à la prise en compte d'une réalité humaine. Elle est amplifiée par des problèmes structurels récurrents, des problèmes constants sur les besoins en effectif et sur les salaires.

Les syndicats, et notamment la CGT, ont alerté, en ce sens, l'ARS, les pouvoirs publics et les citoyens sur les conséquences de l'actuel management des établissements du groupe Maymard.

Cette exaspération des personnels est dans la continuité des craintes, sur la fermeture potentielle de la maternité de la clinique sur l'autel de la seule rentabilité, au printemps 2021.

Si la clinique Maymard est un établissement privé, son histoire en a fait une institution médicale à Bastia et en Corse. Elle ne peut laisser indifférent. Plusieurs centaines de personnes en sont salariées.

Pour Core In Fronte, les revendications des personnels sur les salaires et sur plus de moyens humains et matériels sont justes. La crise Covid a mis en lumière les carences du système de santé en Corse : du public comme du privé. La santé est un droit pour tous et elle ne peut être conçue sous le seul angle comptable d'une ubérisation qui a conduit, depuis de nombreuses années, à la crise des établissements de santé.

Le groupe Almavira doit tenir pleinement ses engagements pris envers les salariés à son arrivée il y a 15 mois et notamment celui de participer à la construction d'un système de santé qui doit être conforme à l'intérêt général de la Corse.

Le dialogue social avec les syndicats et les personnels est primordial.

Notre question sera la suivante : L'Exécutif de Corse est-t-il prêt à intervenir, avec l'ARS, pour pérenniser l'avenir de la clinique en jouant un rôle d'intermédiaire entre les médecins et les personnels d'un côté et la direction de l'autre ?

À ringrazià vi.